

First : un scrutin serré

ÉLECTIONS Pascal Roi, CGT, devient secrétaire du Comité d'entreprise au bénéfice de l'âge

X Le Comité d'entreprise de First (ex-Ford) a changé de secrétaire. Pascal Roi, CGT, a ainsi succédé hier à Jean-Luc Gassies (CFTC). Mais le renouvellement du bureau, consécutif aux élections du 11 mars dernier, n'a pas été simple : Pascal Roi a en effet été élu au bénéfice de l'âge contre Jean-Luc Gassies. Il en a été de même pour tous les autres postes, dont aucun en revanche n'a été dévolu à la CGT.

Le scrutin du 11 mars, avait été marqué par le bon score de la CGT, qui frôlant les 50 % des voix au Comité d'entreprise, avait remporté quatre sièges. La CFTC, en perdait un. La CFE/CGC en perdait un deuxième et l'Unsa maintenait son unique élue.

Il y a quatre ans, bien que disposant déjà de la moitié des sièges, la CGT avait accepté que Francis Wilsius (CFTC), appelé depuis lors à d'autres fonctions, soit reconduit. Mais, cette année, compte tenu de la baisse de la CFTC, et de la progression de la CGT aux élections, cette dernière revendiquait le principal poste du Comité d'entreprise, que Jean-Luc Gassies, souhaitait de son côté, garder. Du coup, pour quelque temps au moins, l'alliance plus ou moins tacite qui régnait depuis plusieurs années entre les deux organisations, a volé en éclats. Un front CFE/CGC-CFTC-Unsa s'est opposé à la CGT.

Pour l'élection au poste de secrétaire, le scénario a été favorable à

cette dernière. Après deux tours de match nul entre son candidat initial Gilles Penel et le sortant Jean-Luc Gassies, le troisième tour s'est joué au bénéfice de l'âge : la CGT a présenté le membre le moins jeune du bureau, en la personne de Pascal Roi, un ouvrier discret de 52 ans.

Favorable à la CGT pour le poste de secrétaire, la logique de l'âge lui a en revanche été néfaste pour tous les autres postes du bureau. Ainsi son candidat a-t-il été battu au troisième tour par Jean-Luc Gassies pour le poste de premier secrétaire adjoint, deux autres postes revenant à la CFE/CGC et un à l'Unsa.

Financements en question

Ce nouveau clivage, dont il est trop tôt pour dire s'il sera durable ou non, intervient au moment où toutes les incertitudes pesant sur le site et sur ses quelque 1 600 emplois sont loin d'être levées. Ainsi le financement du projet Atlas de diversification dans les grandes couronnes d'éoliennes n'est-il pas complètement bouclé. La réunion organisée la semaine dernière sous les auspices de la médiation du crédit semble avoir permis d'avancer sur le fond. Mais, selon des rumeurs qui n'ont pas été démenties par des sources financières, l'une des cinq banques impliquées dans l'opération traînerait des pieds pour des raisons de principe.

Bernard Broustet